



Négociations

Négociations Annuelles Obligatoires



LES DIRIGEANT.ES DES CAISSES D'ÉPARGNE DONNENT LES MILLIONS À NAMIAS... PAS AUX SALARIÉ.ES !

Paris, le 07 novembre 2025

Le PILT : encore un bonus supplémentaire pour les dirigeant.es...

Pendant que les salarié.es attendent inexorablement des augmentations à la hauteur de leur engagement, les dirigeant.es des Caisses d'Épargne bénéficient, quant à eux, d'un plan d'intéressement long terme (PILT).

Ce dispositif de 3 ans peut gonfler leur part variable jusqu'à 20 % supplémentaire pour le président du directoire et 10 % pour les autres membres.

Objectif officiel ?
« Encourager la performance ».

La réalité : un bonus supplémentaire garanti pour des dirigeant.es affichant déjà une rémunération à six chiffres !

De leur côté, les salarié.es reçoivent si peu, année après année.

Pendant que certains se remplissent les poches, d'autres se serrent la ceinture.

POUR LES SALARIÉ.ES, DES GESTES SYMBOLIQUES ET DES DISCOURS SUR LA MODÉRATION SALARIALE

La deuxième réunion de NAO de la branche Caisse d'Épargne s'est tenue le 29 octobre. Comme indiqué dans notre premier tract, la situation se confirme : **les profits augmentent, les bilans sont excellents** et les directions locales se félicitent.

BPCE affiche un résultat net en hausse de 24% sur 1 an au troisième trimestre 2025. Les profits s'envolent, mais pas les salaires !

Les dirigeant.es continuent de remonter des centaines de millions d'euros vers la maison-mère pour financer les projets « hasardeux » de Nicolas Namias, notamment l'acquisition de Novobanco.

DES NÉGOCIATEURS DANS LE FLOU

Certains refusent de chiffrer précisément leurs revendications : « on veut une augmentation générale des salaires qui ne soit pas inférieure à l'inflation ! ».

Une telle demande en NAO, il fallait oser... Et comme l'an dernier, **signer sans chiffrer resterait pour eux une option envisageable.**

Pour SUD-Solidaires, les revendications sont claires et chiffrées :

- 2 000 € nets minimum par mois pour toutes et tous,
- + 350 € nets mensuels de rattrapage du pouvoir d'achat perdu,
- Prime de technicité de 100 € nets tous les 3 ans,
- Prime annuelle uniforme = 1 mois de salaire moyen, en remplacement de la part variable,
- Mise en place d'un 14^{ème} mois,
- Revalorisation annuelle des SAMB,
- Congé hormonal sans perte de salaire.

UNE PERTE DE POUVOIR D'ACHAT À VENIR POUR LES SALARIÉ.ES

B. Lafaurie, DRH BPCE, a déclaré vouloir négocier **exclusivement une augmentation générale des salaires. Mais celle-ci sera bien inférieure à l'inflation !**

La direction se réfugie derrière les éventuelles augmentations individuelles pour justifier l'absence d'augmentation générale digne de ce nom !

Négocier une AG sur des bases inférieures à l'inflation reviendrait donc, une nouvelle fois, à entériner la baisse de pouvoir d'achat des salarié.es. Hors de question !

LE SYNDICALISME RÉFORMISTE EST-IL DANS L'IMPASSE ?

Devant cette première proposition, les réformistes restent sans solution et avouent à demi-mot que les NAO sont une mascarade. Quelques exemples de leurs propos :

“Nos représentants locaux nous expliquent que les NAO s'arrêtent au niveau national”.

“8 procès-verbaux de désaccord aux négociations locales en 2025. Le deuxième étage de la fusée n'existe pas !”

Ces derniers découvrent enfin ce que **SUD-Solidaires** dénonce et combat depuis des années.

L'acte 3 de cette pièce de théâtre est déjà écrit : **une proposition d'AG non négociable, inférieure à l'inflation, suivie du chantage habituel : « C'est ça ou rien ! ».**

Il reste deux réunions à la direction pour présenter des propositions décentes et concrètes.

SUD-Solidaires reste déterminé à obtenir des mesures salariales à la hauteur des attentes des salarié.es.

**LES PROFITS RECORDS
DOIVENT BÉNÉFICIER À
CELLES ET CEUX QUI LES
PRODUISENT !**

RE JOIGNEZ-NOUS !

